

Unité départementale de l'Eure  
2, rue Saint Sever  
Cité administrative  
BP 86002 – Cedex  
76032 Rouen

Rouen , le 24/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SNLA\_STE\_NORMANDIE LAVAGE ALIMENTAIRE**

ECOPARC II  
345 allée du sous-maillé  
27400 HEUDEBOUVILLE

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement SNLA\_STE\_NORMANDIE LAVAGE ALIMENTAIRE implanté ECOPARC II 345 allée du sous-maillé 27400 HEUDEBOUVILLE . L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNLA\_STE\_NORMANDIE LAVAGE ALIMENTAIRE
- ECOPARC II 345 allée du sous-maillé 27400 HEUDEBOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005805835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Installation de lavage de citernes de transport de produits alimentaires

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- renouvellement des garanties financières
- dossier de réexamen IED
- auto-surveillances des rejets d'eaux résiduaires et d'eaux pluviales
- auto-surveillances des niveaux sonores
- déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 5.1.7	/	Délai 3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 1.6.4	/	Sans objet
dossier de réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.5.3	/	Sans objet
Auto-surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.2.2.1	/	Sans objet
Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.2.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit adresser à la DREAL sous 15 jours l'original du nouvel acte de cautionnement des garanties financières délivré par la Banque Populaire le 23 mars 2022.

L'inspection acte des conclusions du dossier de réexamen et de l'absence de demande de dérogation à l'arrêté ministériel MTD du 17 décembre 2019 qui lui est applicable (les valeurs limites d'émission en particulier à compter du 17/08/2022).

Un nouveau contrôle du rejet d'eaux pluviales doit être réalisé dans un délai d'un mois, ainsi que l'entretien des noues de collecte des eaux pluviales.

L'exploitant doit équiper les 2 fosses de collecte des fonds de cuves de dispositifs de détection de niveau dans un délai de 3 mois.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** renouvellement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 3 mois avant la date d'échéance de l'attestation de constitution visée à l'article 1.6.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.
<b>Constats :</b> L'article 1.6.2 de l'arrêté du 29/11/16 a fixé à 187 371 euros le montant des garanties financières liées à l'activité de lavage de citernes classée en autorisation sous la rubrique 2795. L'exploitant nous adressé le 29 octobre 2018 l'acte de cautionnement de la Banque Populaire daté du 16 octobre 2018 portant sur un montant actualisé de 190 234 euros et expirant au 15 octobre 2020. Suite à la visite du 10 mars 2022, l'exploitant nous a adressé par mail du 24 mars 2022 un nouvel acte de cautionnement de la Banque Populaire daté du 23 mars 2022 portant sur la même somme et expirant le 15 mars 2024.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit adresser à la DREAL dans un délai de 15 jours l'original de l'acte de cautionnement de la Banque Populaire daté du 23 mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** dossier de réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dossier de réexamen IED
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réexamen périodique est enclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures technologies disponibles relatives au secteur des Industries du traitement des déchets (BREF WT), conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet , en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 dudit code, dans les 12 mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures technologies disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59-1.</p> <p>Dans un délai maximum de 4 ans à compter de cette publication au journal officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernés doivent être conformes avec les prescriptions issues de réexamen.</p> <p>L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. ....</p> <p><b>Constats :</b> Les conclusions du dossier de réexamen reçu en DREAL le 17 décembre 2021 sont les suivantes au regard des conclusions du BREF WT (révisé en août 2018) traduites dans l'A.M du 17/12/2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'activité de lavage de citernes de transport de produits alimentaires reste dans l'enveloppe autorisée par A.P du 29/11/2016 à savoir une capacité maximale de lavage de 40 unités par jour en moyenne mensuelle (32,9 unités par jour au maximum en moyenne annuelle sur la période 2016-2020)</li> </ul> <p>Nota : lors de notre visite, l'exploitant a déclaré avoir réalisé - en 2021 - 9415 opérations de lavage (intérieur citernes) pour 280 jours de fonctionnement, soit 33 opérations de lavage par jour en moyenne annuelle. La mise en service d'une 3ème piste de lavage au 1er janvier 2021, à l'emplacement de l'ancien atelier d'entretien des camions, n'a pas augmenté de façon significative le volume d'activité. Durant le mois de plus forte activité de juin 2021, 882 lavages ont été réalisés pour 22 jours de fonctionnement soit 40 lavages par jour en moyenne mensuelle. Les mois de janvier et février 2022 étaient moins chargés (772 et 768 opérations de lavage).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le classement a peu évolué ; le passage d'un régime non classé à un régime déclaratif des installations de combustion sous la rubrique 2910 a été acté par récépissé au bénéfice des droits acquis du 5 mai 2020</li> <li>- la société SNLA possède une organisation et des équipements répondant aux spécificités des meilleures technologies disponibles (MTD) référencées dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment dans les domaines suivants : management environnemental, procédure d'admission, traitement des eaux résiduaires, surveillance du rejet d'eaux résiduaires, traitement des déchets, mesure des émissions sonores, protection incendie, consignes, ...</li> <li>- concernant le rejet d'eaux résiduaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les valeurs limites d'émission (VLE) de l'arrêté préfectoral du 29/11/2016 sont inférieures ou égales aux exigences de VLE de l'arrêté MTD sauf pour les paramètres AOx (5 mg/l au lieu de 1 mg/l) et cadmium (0,2 au lieu de 0,1 mg/l). L'arrêté préfectoral régit les différents métaux - imposés en VLE spécifique dans l'arrêté MTD – via l'évaluation des métaux totaux (Cd+Hg+As+Pb+Ni+Cu+Cr+Zn)</li> </ul> </li> </ul> <p>Nota : les VLE de l'A.M MTD sont applicables au 17/08/2022 d'après l'article 2 de l'arrêté MTD, soit 4 ans après la parution des conclusions de BREFF WT révisé</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les fréquences de surveillance proposées par l'arrêté MTD pour les substances autres que les macropolluants (journalier ou mensuel) sont plus contraignantes que celles de l'arrêté préfectoral (mensuel ou annuel), mais applicables de base à un rejet au milieu naturel. L'arrêté MTD précise que lorsque l'installation est raccordée à une STEP collective (cas de figure de SNLA), des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral</li> <li>. les VLE (macropolluants et autres substances) et fréquence de surveillance de l'arrêté préfectoral sont conformes à l'A.M RSDE du 24/08/17 ; pour mémoire, la campagne d'analyses RSDE de 2017 n'avait pas conclu à la mise en place d'une surveillance perenne.</li> </ul>

. les résultats de l'autosurveillance du site pour l'année 2020 sont conformes aux dispositions de l'arrêté MTD du 17 décembre 2019 et de l'A.M RSDE du 24/08/2017 pour les substances mesurées  
. le rejet d'eaux résiduaires traité in situ, après épuration complémentaire par la STEP de la ZAC de l'ECOPARC (prise en compte pour le calcul, des VLE de l'arrêté et du rendement de la STEP collective), est réputé acceptable au regard des objectifs de qualité de la Seine (exutoire final)  
- en conclusion, l'exploitant ne demande pas d'actualisation des prescriptions de son arrêté préfectoral. Aucune demande de dérogation à l'arrêté ministériel MTD du 17 décembre 2019 (VLE en particulier) n'est formulée dans le dossier de réexamen.

**Observations :** L'inspection acte des conclusions du dossier de réexamen et de l'absence de demande de dérogation à l'arrêté ministériel MTD du 17 décembre 2019 qui lui est applicable (les valeurs limites d'émission en particulier à compter du 17/08/2022). Concernant la surveillance du rejet d'eaux résiduaires, et en référence au même arrêté ministériel, l'inspection considère qu'il n'y a pas lieu d'augmenter les fréquences imposées par l'arrêté préfectoral compte tenu de l'exutoire du rejet (STEP collective) et des résultats de cette surveillance (voir point de contrôle spécifique).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Auto-surveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Rejet des eaux usées au réseau d'assainissement public eaux usées (point de rejet n°2) : . auto-surveillance journalière assurée par l'exploitant pour les paramètres température, pH, débit, MES, DCO, N global et P total, . auto-surveillance assurée par un organisme extérieur : mensuelle pour les paramètres température, pH, débit, MES, DCO, N global, P total, I.P, HC, AOx et métaux totaux ; annuelle pour les paramètres CrVI, As, CN et substances toxiques (BTEX, biphényl, dichlorométhane, Cd, ...)  Rejet des eaux pluviales de ruissellement au milieu récepteur (point de rejet n°3) : auto-surveillance annuelle par un organisme extérieur des paramètres température, pH, MES, DCO, I.P, HC, HAP, AOx
<b>Constats :</b> Rejet d'eaux résiduaires L'exploitant déclare les résultats de l'auto-surveillance journalière dans le logiciel GIDAF. Concernant l'année 2021, les résultats sont globalement conformes aux VLE imposées à l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 29/11/2016, à l'exception de 7 dépassements minimes enregistrés en juillet 2021 sur le paramètre température (31,8°C max). Un même constat a été effectué lors du contrôle inopiné diligenté par la DREAL les 28 et 29 juillet 2021 (variation de la température du rejet de 32,4 à 35,1°C). Néanmoins, il y a lieu de noter une amélioration par rapport à 2020 durant laquelle le phénomène a été observé durant les mois de juillet, août et septembre. Cette amélioration est très certainement liée à la mise en place au dernier trimestre 2020 d'un échangeur en tête de STEP pour la récupération de la chaleur. Durant l'année 2021, la périodicité des analyses réalisées par un organisme extérieur a été respectée (mensuelle pour les macropolluants, annuelle pour les substances dangereuses). Seuls 2 dépassements ont été enregistrés : DCO en juin 2021 (1 180 mg/l pour une VL de 800), NGL en août 2021 (149 mg/l pour une VL de 93). Concernant les AOx, la valeur limite de 1 mg/l de l'A.M MTD du 17/12/19 a été respectée à l'exception de la valeur du prélèvement de février et août 2021 (1,9 et 1,4 mg/l) ; la valeur limite de 0,1 mg/l pour le cadmium est toujours respectée. Les résultats du contrôle annuel réalisé par un organisme extérieur (EUROFINS) le 15 décembre 2021 sur l'ensemble des paramètres (macropolluants et substances dangereuses) est conforme aux VLE de l'arrêté préfectoral et des A.M des 24/08/17 (RSDE) et 17/12/19 (MTD). A noter un dépassement de la VLE de la DCO sur le prélèvement mensuel de janvier 2022 réalisé par EUROFINS (1080 pour une VLE de 800), qui ne s'est pas reproduit en février 2022 (110 mg/l).  Rejet d'eaux pluviales L'analyse annuelle des eaux pluviales a été réalisée par EUROFINS le 15 décembre 2021 ; celle-ci a mis en évidence un dépassement important de la VLE de la DCO (735 mg/l pour une VLE de 125). L'exploitant ne s'explique pas ce résultat, qui n'est pas lié à la présence d'hydrocarbures. Au regard des bons d'intervention fournis, l'entretien des déshuileurs du site a été réalisé par l'entreprise Maillot les 8 octobre 2021 et 7 mars 2022. Nous avons constaté lors de notre visite la nécessité d'entretenir les noues de collecte des eaux pluviales (présence de dépôts dans la noue Ouest, envahissement des noues Nord et Est par les roseaux).
<b>Observations :</b> L'exploitant doit veiller au respect des valeurs limites de rejet d'eaux résiduaires pour les paramètres température et DCO. Un nouveau contrôle du rejet d'eaux pluviales intervenir sous 1 mois pour vérifier le niveau de la DCO. L'exploitant doit procéder dans le même délai à l'entretien des noues de collecte des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Auto-surveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté puis tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a transmis par mail le 9 mars 2020, le rapport des mesures de niveaux sonores effectuées par SOCOTEC le 3 mars 2020. Les valeurs limites de bruit sont respectées de jour et de nuit en limite de propriété (4 points de mesure). Le rapport ne fait pas référence à l'existence d'une ZER à moins de 200 m (pas d'habitation à proximité, site implanté au sein d'une ZAC), ce qui explique l'absence de calcul d'émergence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 51.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> La fosse bétonnée de collecte des fonds de cuve de citernes est étanche aux produits susceptibles d'y être collectés ; elle doit être équipée d'une détection de niveau avec alarme pour éviter les débordements .....
<b>Constats :</b> L'établissement compte actuellement 2 fosses de collecte des fonds de cuves ; une 2ème fosse a été créée avec la 3ème piste de lavage. Ces 2 fosses ne sont pas équipées de détection de niveau.  Les fonds de cuve et boues de STEP sont évacuées en méthanisation (ENGIE Le Neubourg, SCA Forzy Gamaches en Vexin, SCEA du Mont aux roux Cléville 76). Un enregistrement informatique de ces évacuations est réalisé. Ils représentent un tonnage de l'ordre de 500 t par mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet